

## CONSEIL INTERMINISTÉRIEL DE L'OUTRE-MER

### MESURES DU CIOM DECLINEES PAR TERRITOIRE

#### POLYNESIE FRANCAISE



**Palais de l'Élysée**  
**Vendredi 6 novembre 2009**

## **Conseil Interministériel de l'Outre-Mer**

### **POLYNESIE FRANCAISE**

Les Etats généraux ont été pilotés par le comité d'organisation et organisés par le comité opérationnel chargé de suivre régulièrement l'état d'avancement des travaux.

La Présidence a mis à disposition les moyens techniques et humains nécessaires à la tenue de ces Etats généraux. L'Etat est venu en appui de la collectivité : appui logistique, rémunération d'une partie des équipes d'assistance, prise en charge des frais relatifs aux déplacements dans les îles. Les communes ont également apporté un appui logistique.

Un site Internet et un répondeur téléphonique gratuit ont été spécifiquement mis en place, et un « Livre blanc », destiné à recueillir les remarques, suggestions et propositions des Polynésiens a été distribué dans toutes les communes. Des déplacements dans chaque archipel ont été organisés afin que toute la population, même la plus éloignée, puisse s'exprimer.

La Polynésie française est peut-être la seule collectivité où une telle organisation tripartite Etat/Pays/société civile a été retenue. Elle a permis à l'Etat de participer au processus de consultation et de surmonter les importantes contraintes liées aux délais impartis et à l'éclatement géographique des archipels (notamment pour organiser des réunions dans toutes les communes).

7 ateliers ont été créés et placés sous la responsabilité de membres de la société civile possédant une légitimité unanimement reconnue : les deux délégués généraux et les sept responsables d'ateliers.

Atelier 1 : La Polynésie française face au choc de la crise économique et financière : plan de relance et renforcement de la cohésion sociale.

Atelier 2 : Grands projets structurants et développement durable.

Atelier 3 : Le renforcement de la contribution des productions locales au développement économique et la promotion d'un développement endogène au bénéfice des Polynésiens.

Atelier 4 : Le renforcement de l'efficacité des institutions de la Polynésie française.

Atelier 5 : La mise en œuvre d'un partenariat renoué entre la Polynésie française, les communes et l'Etat.

Atelier 6 : La promotion de la culture polynésienne et le développement culturel et artistique en Polynésie française.

Atelier 7 : Gérer l'après-nucléaire : mémoire, reconnaissance et responsabilités.

Chaque atelier a élaboré un diagnostic et un ensemble de propositions. L'ensemble a été synthétisé dans un document unique.

Les débats ont débuté avec plusieurs semaines de décalage par rapport aux autres départements, régions et collectivités d'outre-mer. Le 1<sup>er</sup> comité d'organisation du 16 juin 2009 a officiellement ouvert les Etats généraux de l'Outre-mer en Polynésie française (une présentation à la société civile l'avait précédé le 5 juin, à l'Université de Polynésie française).

La synthèse finale et les propositions ont été formulées dans les délais impartis de la délégation polynésienne était bien présente à la journée de restitution nationale à Paris le 1<sup>er</sup> octobre.

Changement dans les relations entre l'Etat et le Pays, après de longues années d'une autonomie qui croyait devoir se construire sans, ou même contre l'Etat. La réussite manifeste de l'organisation commune des Etats généraux a participé au renforcement du dialogue entre l'Etat et le Pays et de la confiance mutuelle.

Changement de modèle de développement, pour adopter un modèle qui intègre l'exigence écologique et les contraintes géographiques et démographiques de ce territoire.

Nombreuses sont les propositions qui s'inscrivent explicitement dans le cadre d'un partenariat étroit et confiant entre l'Etat, la collectivité, les communes et la société civile. Ce mot de partenariat, qui peut paraître banal, est bien une réalité nouvelle en Polynésie française.

\*  
\*   \*

Les Etats généraux de l'outre-mer en Polynésie française ont abouti à l'expression d'une double ambition : répondre à une situation de crise profonde en proposant un modèle de développement adapté aux spécificités locales ; miser sur le partenariat entre l'Etat et le Pays qui ont désormais la volonté de travailler solidairement au service de la Polynésie française et de ses habitants. La Polynésie française dispose de nombreux atouts qui sont aujourd'hui insuffisamment exploités. L'Etat peut aider la Polynésie française à valoriser son potentiel économique et à définir un modèle de développement durable et solidaire, fondé d'une part sur ses ressources propres et d'autre part sur une vision stratégique de long terme.

- Valoriser les ressources marines par l'adossement d'entreprises polynésiennes spécialisées dans le domaine de la mer au pôle de compétitivité Mer Bretagne ;

- Contribuer à la valorisation des ressources naturelles en apportant l'expertise scientifique et technique de grands organismes (IFREMER, CEA, CIRAD, INAO...), notamment dans le domaine des énergies renouvelables ;

- Mieux valoriser les « ressources humaines », en améliorant la formation des cadres administratifs et techniques et en favorisant l'insertion professionnelle (service militaire adapté, initiative ADIE et programme « cadres d'avenir ») ;

- Promouvoir une démarche d'aménagement du territoire avec le concours des grands opérateurs de l'Etat (CDC, DIACT). L'Etat participera à la création, au fonctionnement et au pilotage de la future agence d'urbanisme, qui aura notamment pour rôle de systématiser l'élaboration de schémas directeurs (eau potable, déchets, assainissement, transports en commun,...) et de définir de grands projets structurants;

- Accompagner l'émergence des communes dans le paysage institutionnel de la Polynésie française, par la réforme de la fiscalité locale afin de garantir l'autonomie financière des communes et la mise en place d'une fonction publique communale (création d'un centre de gestion et de formation);
- Aider la Polynésie française à mieux maîtriser et surveiller son espace maritime et aérien, et notamment son immense zone économique exclusive (ZEE), en assurant le renouvellement et la modernisation des moyens aériens et maritimes indispensables (création d'un CROSS) ;
- Assurer la sécurité sanitaire de tous les habitants en garantissant la présence de moyens d'évacuation sanitaire au bénéfice des îles et atolls les plus éloignés ;
- Proposer un accès facilité aux fonds européens pour la Polynésie française, dans le cadre général de la réflexion sur l'avenir de la relation entre l'UE et les PTOM;
- Garantir l'insertion régionale de la Polynésie française en sécurisant son accès au haut débit numérique, en particulier par le projet de câble numérique trans-Pacifique reliant la Nouvelle-Calédonie à la Polynésie française *via* Wallis & Futuna ;
- Favoriser le rapprochement de la Polynésie française et de ses voisins (archipels du Pacifique, Asie, Amérique du Sud) en facilitant l'action diplomatique de la Polynésie française, prioritairement appuyée sur notre réseau;
- Répondre au *désir de mémoire* sur la période nucléaire par la mise en œuvre de trois mesures fortes :
  - a- la mise en place d'une commission d'historiens pour faire objectivement l'histoire du Centre d'Expérimentations du Pacifique (CEP),
  - b - la promotion des atolls de Mururoa et de Hao comme lieux de mémoire (centre de la mémoire et expression de reconnaissance de la Nation aux personnes qui ont participé aux essais nucléaires), et comme lieux de connaissance scientifique et environnementale (activités de recherche et d'observation) ;
  - c - A partir de la reconnaissance par l'Etat des conséquences sanitaires des essais nucléaires, qui méritent d'être réparées, mettre en œuvre la loi MORIN et ses textes d'application, dans le dialogue avec les Polynésiens et leurs élus, et dans un esprit de transparence, de justice et de solidarité ;
- Contribuer à une politique de création culturelle, à l'instar de ce que fait l'Etat en Nouvelle-Calédonie, et soutenir l'inscription de certains sites polynésiens au patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- Sécuriser et clarifier les relations financières Etat-Pays par la réforme de la DGDE, expression durable de la reconnaissance et de la solidarité de la nation;
- S'engager réciproquement sur un objectif d'excellence dans l'utilisation des deniers publics, par la mise en place de systèmes de contrôle rigoureux ;

- Créer un centre culturel en Polynésie française en partenariat avec le musée du Quai Branly avec une participation de l'Etat dans le cadre de la révision à mi-parcours de l'actuel contrat de projets liant l'Etat à la Polynésie française ;